

Bernard Marchant: “L’information indépendante de qualité restera payante”

Les internautes ont choisi l’indépendance des médias comme treizième tabou. Qu’est-ce que cela inspire à Bernard Marchant, administrateur délégué du groupe Rossel, qui édite Le Soir, les quotidiens régionaux Sud Presse (La Capitale, La Meuse, la Nouvelle Gazette) en plus de participations dans L’Echo ou dans les Français de La Voix du Nord. “C’est plutôt une question saine, dit-il. Cela signifie que les gens s’inquiètent du fait de savoir s’ils sont informés par des médias indépendants. Au niveau démocratique, c’est plutôt rassurant. Après, quand on voit les réactions, on s’aperçoit que les gens s’imaginent beaucoup de choses qui ne sont pas étayées par les faits.”

Le capital

Cultiver jalousement l’indépendance financière, malgré les difficultés

Les médias privés, est-ce un frein ou un garant de l’indépendance ? En Belgique, il y a encore de vraies entreprises de presse, contrairement à un pays comme la France. “L’indépendance des médias d’information doit se poser à deux niveaux, dit Bernard Marchant. L’indépendance financière et l’indépendance des journalistes. Ce sont les deux domaines fondamentaux quand on parle de l’indépendance des médias. En ce qui concerne l’indépendance financière, qui est fondamentale, le groupe Rossel est né là-dessus. Ce fut le premier média né au XIXe siècle indépendant de tout groupe de pression, à une époque où tous étaient dépendants. L’idée d’Emile Rossel était d’éditer un quotidien gratuit, Le Soir, qui serait publié grâce à l’appui des publicités et plus grâce aux groupes de pression. Cela fait toujours partie de notre génétique et c’est ce modèle qui prévaut aujourd’hui en Belgique dans quasiment tous les groupes de presse. Ce n’est pas le cas dans tous les marchés du monde. L’indépendance financière est notre leitmotiv. Ce fut aussi, ensuite, celui de Marie-Thérèse Rossel. Dès le moment où on n’est plus rentable, on perd cette indépendance.”

“Une autre réalité importante, dit-il, c’est qu’il n’y a pas de client très important dont on serait dépendant. Aucun ne dépasse 3%. Etat compris, c’est important de le souligner”, insiste-t-il en réponse à certaines interventions d’internautes. “L’intervention de l’Etat est moins importante que pour le livre, le cinéma ou les arts plastiques.” En clair: l’intervention de l’Etat, pour Le Soir, est équivalente à 2,68% du budget d’un journal comme Le Soir, précisément. “Il faut bien comprendre d’où ces moyens viennent. C’est la compensation du fait que la publicité est permise sur un média audiovisuel de service public comme la RTBF. C’est rare. Ce n’est plus le cas en Espagne, ce n’est quasiment plus le cas en Suisse, cela est restreint en France... Cette aide est mince si l’on voit l’impact de la RTBF sur le marché de la publicité.” Les revenus financiers du groupe Rossel sont donc très morcelés. “Si quelqu’un se retire, on n’en souffrira pas. Le rôle fondamental de l’éditeur, c’est de trouver ces revenus.”

Cette recherche de rentabilité aurait-elle un impact sur les sujets traités. “Si vous êtes un média d’information, rétorque-t-il, vous devez être crédible auprès du lecteur. C’est lui qui, à un certain moment, va décider. La question de ce qu’il a envie de lire est davantage liée à une question d’éducation à la citoyenneté que des choix de l’éditeur lui-même. On doit faire des journaux, des sites qui rendent l’information intéressante, captivante pour les lecteurs, c’est évident.”

Avec, dans le cas de Rossel, une panoplie de titres. “Il y a effectivement la segmentation du marché qui est un reflet du pluralisme. Une question fondamentale. Le fait d’avoir plusieurs titres est important. Même si nous sommes un groupe multi-titres, nous essayons de faire en sorte que les rédactions soient totalement indépendantes parce que les projets éditoriaux ne sont pas les mêmes. Cela permet aux lecteurs de choisir ce qu’ils souhaitent. Le danger aujourd’hui, en effet, c’est celui d’une concentration. Le danger, c’est que les lecteurs restent sur le mainstream via le web. La bagarre se situe au niveau du temps de lecture des gens.”

Le marché francophone est sous pression, avec des chutes de diffusion de l’ordre de 3% par an depuis quelques années. Une menace sur l’indépendance? “Il y a beaucoup de confusion à ce sujet. D’abord, tous les médias confondus font des pertes annuelles de l’ordre de 2 à 3%, y compris la radio et la télévision. Mais là, ils ne parlent que de parts de marchés... Il est important de souligner aussi que l’audience cumulée du soir, papier et numérique, est bien plus importante que d’autres années. Ce qui change fondamentalement pour les opérateurs de presse, c’est le modèle économique. Nous vivons une période mutation. Le risque, c’est que cela nuise à notre indépendance. C’est une question qui peut être posée. On pourrait aller vers une paupérisation de l’information avec moins de pluralisme, moins de titres.”

Cela fait partie, dit-il, de discussions difficiles avec la RTBF. “Si nous voulons continuer à nous exprimer par écrit, ce qui est la force de notre groupe, il faut que nous puissions diffuser cela via le numérique. Avec une offre payante, allant dans la profondeur. Si demain, l’opérateur public se met à proposer une offre gratuite, payante, étoffée, comment voulez-vous que des opérateurs privés survivent? Cela pénaliserait le pluralisme de la presse. Nous n’avons rien contre le fait que la RTBF fasse The Voice ou autre sur internet, mais nous ne tenons pas à ce qu’ils se diversifient sur l’écrit sans avoir les mêmes contraintes économiques que nous. C’est un vrai débat!”

L’ambition d’un éditeur, martèle Bernard Marchant, c’est de créer une ligne éditoriale sur les marques qu’il développe et d’assurer aux équipes rédactionnelles des moyens financiers pour pouvoir mettre cela en oeuvre.”

La publicité

Elle représente 50% des revenus et les pressions sont absentes

Les frontières entre publicité et rédactionnel sont-elles poreuses? La crise aidant, cela deviendrait-il plus important? "Ce qui est incroyable, c'est que la presse écrite d'information dépend moins de la publicité aujourd'hui qu'il y a dix ans, insiste Bernard Marchant. C'est dommage, d'ailleurs. En moyenne, nos recettes dépendent pour 50% de la publicité et 50% de la diffusion. Avant, le rapport était plutôt de 60/40.. Nous sommes, proportionnellement à d'autres médias, beaucoup moins dépendants de la publicité."

Encore une fois, c'est la diversité des sources de revenus des médias qui assure l'indépendance des médias. "Nous avons surtout la sanction du choix des lecteurs, c'est le principal élément. Il paye directement son achat, son abonnement, c'est un geste important."

Y a-t-il eu des cas de pressions publicitaires sur les contenus? "Jamais. Je ne connais pas de cas fondamentaux à ce sujet. La Belgique est assez mature à cet égard. L'annonceur vient dans la presse écrite pour la crédibilité de ce support. Je n'ai jamais eu la moindre pression d'un annonceur. Ils peuvent bien sûr avoir un jugement sur la qualité de nos contenus, mais c'est autre chose. Jamais un annonceur n'a menacé de quitter un support. De mon expérience, cela n'existe pas ou plus. Ils n'oseraient pas le faire, ce serait leur réputation qui serait ternie. Qui plus est, nos principaux annonceurs ne représentent pas plus de 4% de revenus. Et ils s'engagent généralement que pour un an parce qu'ils privilégient la diversité dans leurs modes de communication."

Les moyens financiers

La priorité? Pas les subsides, mais un environnement économique favorable. Avec l'ambition de soutenir les rédactions

Un internaute demande à Bernard Marchant s'il ne serait pas nécessaire de "parler ouvertement des conditions de travail actuelles des journalistes. "La question des moyens alloués à une rédaction est évidemment liée au contexte économique dans lequel on opère. Il n'y a pas de miracle. On ne peut pas dire à la fois que la base de l'indépendance des médias d'information est financière et faire la quête aux appuis en tous genres. Nous, chez Rossel, ne sommes pas en demande de subsides! Ce que l'on veut, c'est un environnement économique favorable."

Les conditions de travail des journalistes? "Si vous voulez avoir de bons journalistes, vous devez les payer convenablement, sinon vous avez de mauvais journalistes. Le problème de la profession de journaliste, c'est qu'elle est barémisée. C'est cela le problème! Que l'on soit bon ou mauvais, on gagne la même chose. Nous avons peu de moyens pour investir qualitativement. Je ne dis pas qu'il faut 100% déréguler le système, mais il y a des choses à améliorer."

Le groupe Rossel a dû décider de plans sociaux, au Soir, l'un est en cours chez Sud Presse... "Cela ne touche pas les journalistes. Il y a vingt ans, pour faire un journal, il fallait un technicien pour un journaliste. Il y a trente ans, trois techniciens pour un journaliste. Aujourd'hui, on a trois journalistes pour un technicien. Les groupes de presse se sont modernisés, le numérique est arrivé, les entreprises se sont fort allégées. Les plans sociaux qui nous touchent aujourd'hui ont concerné principalement les fonctions de support, ce que l'on appelait les ouvriers du livre. Les journalistes sont toujours là. Il y a aujourd'hui autant de journalistes qu'il y a trente ou quarante ans. Cela dit, c'est vrai que la pression du travail a changé et cela vaut pour tous les métiers. Théoriquement, les gens travaillent moins d'heures qu'auparavant. Et si quelqu'un fait deux fois son horaire, comment créer une valorisation en raison du système des barèmes."

Cette pression est dangereuse pour les journalistes, reconnaît l'administrateur délégué de Rossel. "C'est un travail où la qualité doit primer sur la quantité d'articles produits. Avec une vision à court terme, on risque de perdre de la qualité. Même si un journaliste qui aime son métier ne compte pas ses heures. C'est un métier passion, c'est comme la médecine. Celui qui fait ce métier parce qu'il ne sait pas trop quoi faire, il se trompe."

Le modèle économique des médias change, prolonge-t-il. "Cela implique des modifications de fonctionnement pour les journalistes et c'est parfois cela qui est difficile à vivre. La pression que je ressens dans les rédactions n'est pas tellement financière, elle est davantage liée au devenir: on va où, pour faire quoi?"

Les moyens financiers mis à la disposition des journalistes sont moins importants qu'avant. "Le fait de serrer des vis ne doit pas jouer sur l'indépendance des journalistes. Cela peut jouer sur la segmentation: un quotidien d'informations qui était généraliste le sera moins. On va vers une spécialisation des supports, c'est une certitude. On ne peut pas tout couvrir avec autant d'intensité. D'où la question, chaude actuellement, de synergies entre différents titres du groupe Rossel pour le sport ou l'information régionale. Une synergie, cela peut être positif. Le Soir travaille depuis dix ans avec le quotidien suisse Le Temps, pour se partager les moyens. Cela donne un résultat meilleur que s'ils étaient seuls."

Priorité, dit-il: concentrer les énergies sur les priorités du projet rédactionnel. Autant que possible...

Les pressions politiques, économiques...

Les journalistes ne doivent pas trop dépendre de leurs sources. Il y a des contrôles...

Les journaux seraient-ils à la botte des partis politiques, du pouvoir, des groupes d'opinion? Y aurait-il une alliance objective entre journalistes et pouvoir? "Il y a beaucoup de faux et un peu de vrai, analyse Bernard Marchant. Pour être informé, un journaliste professionnel doit avoir un carnet d'adresses extrêmement large. La base de son métier, c'est d'être informé. Il doit dès lors intégrer ces relations avec son esprit critique. Un journaliste ne doit pas se transformer en militant ou critiquer systématiquement."

Il n'y a plus, en Belgique francophone, de presse d'opinion." Cela crée peut-être pour certains lecteurs la frustration de ne pas avoir une offre qui correspond à ses positions. Cela manque peut-être en Belgique francophone, c'est vrai. Moi, je pense qu'un journal a pour vocation d'interpeller, d'essayer de poser les bonnes questions, d'avoir un angle de traitement général... Personnellement, j'adore, quand je lis un journal, y trouver autre chose que mon opinion. Parce que cela permet de comprendre l'opinion de l'autre et cela enrichit."

Il y a des contrôles au sein des rédactions, ajoute-t-il, pour éviter qu'un journaliste ne se fasse embarquer volontairement ou involontairement dans une opinion contrôlée par une de ses sources. "C'est toute l'importance des relectures... Oui, il y a un risque du fait même de la profession. Un journaliste sera bon s'il connaît bien les matières qu'il traite mais il ne faut pas non plus qu'il les maîtrise trop fort parce qu'il risque de créer une rupture avec son lecteur qui n'attend pas autant de spécialisation, mais aussi une connexion avec le milieu qu'il traite qui peut présenter des risques. On ne peut être trop dépendant de ces sources."

Bernard Marchant en veut pour preuve cet exemple: "Les ONG, organisations, syndicats et autres gèrent beaucoup mieux la presse que d'autres types d'organisations. C'est un tabou. Ils nourrissent beaucoup les journalistes, ils ont plus de temps pour le faire. Il y avait un très bon papier dans le Morgen sur le Crioc, une petite organisation de consommateurs, qui gère ses relations avec la presse de façon très dynamique. Tout le travail d'un journaliste, c'est de vérifier ce qu'ils proposent. Parce que cela peut modifier la perception du lecteur. Toute l'organisation d'une rédaction doit veiller à préserver les équilibres."

"Quand j'interviens dans des rédactions, précise Bernard Marchant, c'est rarement pour la couleur politique d'un papier, mais bien pour la qualité de l'information. Ou pour mettre en garde au sujet d'une manipulation... C'est pour cela que la règle première d'un journaliste, c'est de vérifier l'information. C'est l'esprit critique. C'est pour cela que l'on aura toujours besoin de journalistes. Cette perception de liens trop étroits entre le journaliste et le pouvoir, c'est un fantasme, mais c'est un fantasme sain. Cela maintient l'esprit critique des journalistes."

Une internaute estime que Le Soir a été "infiltré" par l'extrême gauche. D'autres parlent de liens avec le PS ou le FDF... "Ce que je dis, c'est que certaines organisations, comme je pourrais dire d'autres partis, informent mieux la presse que d'autres. La presse serait idiote de ne pas traiter une bonne information, elle ne ferait pas son métier. Évidemment qu'on doit publier, mais on doit se demander pourquoi une information nous est donnée. Et cela peut induire une perception de la part du lecteur. La presse doit veiller à un équilibre. Notre mission est d'y veiller, d'induire le fait de traiter davantage certains sujets."

L'enquête "tabous", dit-il, en est l'illustration. "Et c'est ce qui est sain dans ce tabou-ci. L'indépendance ne sera jamais parfaite, on tend en permanence à la rencontrer. L'écrit, à cet égard, permet davantage d'éveiller à l'esprit critique. C'est pour cela que nous y croyons encore. Et le principal levier, c'est une éducation à la citoyenneté, dès l'école."

Le lecteur, l'audience, les "plus consultés"

Bien sûr, le lecteur doit être pris en compte

L'audimat, la rentabilité, l'audience, les "plus consultés", n'est-ce pas une dictature? "Si vous n'intéressez pas les gens, vous avez du mal de faire des choses ambitieuses. Avec cinq lecteurs, franchement, nous raterions notre projet. Notre objectif n'est pas d'intéresser tout le monde, mais un grand nombre. La connotation de l'audimat est négative. Mais on a quand même la fierté journalistique de toucher nos lecteurs. De lui donner l'information rapidement, d'être réactif. N'avoir que cela, ce serait dangereux. Nous proposons aussi une maturité dans la lecture."

La pensée unique

Une information de qualité sera toujours payante

"C'est surtout l'audiovisuel qui crée cette impression, souligne Bernard Marchant. On oublie trop souvent de dire que les rédactions des télévisions et des radios ont été fusionnées. Cela crée un impact. Vous allez retrouver à la radio la promotion du journal télévisé. Cela est tout à fait interdit en France. Cela provoque un effet de répétition de l'information."

Le flux contenu du web, qui reprend toutes les informations, n'y contribue-t-il pas. Certains internautes soulignent le fait que lesoir.be devrait arrêter de diffuser des dépêches d'agences de presse, dont Belga. "Il ne faut pas oublier que Belga est financé par les éditeurs, à 100%, pour nous assurer une exhaustivité de l'information et nous permettre de produire de la valeur ajoutée. On est là pour informer. Le web est là pour faire de l'information brute, de l'immédiat. Mais si les lecteurs ne suivent plus que cela, c'est grave, c'est dangereux. Ils doivent s'informer plus en profondeur. Si vous avez des médias qui dépendent peu de moyens financiers pour l'information, oui, il y a un risque. Les mêmes qui nous critiquent pour la pauvreté du fil info sur le site sont les mêmes qui ne sont pas prêts à payer pour une information de fond. Or, l'information indépendante de qualité restera payante, c'est impossible de faire autrement."

Le Soir prépare une offre de journal numérique où toutes les informations de qualité seront payante. "Le Soir peut apporter de l'information immédiate et offrir ensuite une approche plus en profondeur. C'est cela qui est en construction. Et c'est le danger du gratuit, c'est vrai, il est réel. Le risque, c'est que l'information qualifiée, de qualité, ne soit finalement réservée qu'à une minorité de personnes."